

|  |
| --- |
| Organismes municipaux – Questionnaire sur les informations relatives aux apparentés |

|  |
| --- |
| **© Ordre des comptables professionnels agréés du Québec.**  **Novembre 2020** |
| IMPRIMÉ AU CANADA |
| *Nous vous invitons à nous communiquer vos commentaires concernant cet outil par courriel  à l’adresse suivante :* [***dp@cpaquebec.ca***](mailto:dp@cpaquebec.ca)*.* |

**Organismes municipaux – Questionnaire sur les informations relatives aux apparentés**

**Remerciements**

L'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec tient à exprimer ses remerciements à Dominique Collin, FCPA auditrice, FCA, de la firme DCA comptable professionnel agréé inc. qui a élaboré le présent questionnaire.

**DÉNI DE RESPONSABILITÉ**

Les produits et services (comprenant notamment le matériel didactique, les publications, les conférences ou formations en salle ou à distance) de l’Ordre des comptables professionnels agréés du Québec (l’Ordre) et ceux offerts en association, ci-après appelés « produits et services », sont fournis selon les conditions décrites dans la présente, aux membres de l’Ordre et au public, afin de les guider ou de les conseiller. Les informations sont principalement fondées sur les lois, normes et règles en vigueur. Elles ne remplaceront jamais le jugement professionnel du comptable professionnel agréé ou d’autres professionnels.

Ces informations, de même que les commentaires et les réponses des animateurs, conférenciers, auteurs ou conseillers, ne doivent pas être utilisées comme substitut à des missions confiées à des professionnels spécialisés. Elles sont données en fonction de la situation factuelle décrite et pourraient donc être incomplètes. Il est important de noter que les lois, les normes et les règles sur lesquelles sont fondées ces informations peuvent changer en tout temps et que, dans certains cas, les informations peuvent être sujettes à controverse.

Ni l’Ordre, ni quelque personne que ce soit ayant participé à la préparation des produits et services ou ayant répondu à des questions de CPA ou du public ne peuvent être tenus responsables relativement à l’utilisation de ces produits ou services et ils ne sont tenus à aucune garantie de quelque nature que ce soit découlant de ces produits ou services. Les informations données ne lient pas, par ailleurs, l’Ordre ou, de façon particulière, le Bureau du syndic de l’Ordre.

La personne qui sollicite les produits ou les services assume l’entière responsabilité de sa démarche ainsi que tous les risques liés à l’utilisation des informations qui lui sont fournies. Elle consent à exonérer l’Ordre à l’égard de toute demande en dommages-intérêts qui pourrait être intentée par suite de toute décision qu’elle aurait pu prendre en fonction de ces informations. Elle reconnaît également avoir accepté de ne pas faire état de l’assistance reçue par l’intermédiaire des produits ou les services dans les avis exprimés ou les positions prises.

*Note : Le masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d’alléger le texte.*

**Organismes municipaux – Questionnaire sur les informations relatives aux apparentés**

**Description de l’outil**

**Résumé**

Cet outil vous aidera à identifier, recenser et présenter les opérations entre apparentés des organismes municipaux.

**Contenu**

* Identification et définition
  + Des dirigeants et de leurs intérêts personnels
  + Des proches parents
  + Des entités apparentées
* Recensement et présentation des opérations et de la nature de celles-ci :
  + Avec les dirigeants
  + Des proches parents
  + Des entités apparentées

**Clientèle cible**

Les CPA en cabinet, les CPA en entreprise et les CPA du secteur public.

Veuillez noter que cet outil est inclus dans le matériel de l’activité de formation suivante :

*Organismes municipaux – Nouveautés, enjeux et conseils pratiques*

## Contexte

Les normes comptables du chapitre SP 2200 - *Information relative aux apparentés* du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public* obligent les organismes municipaux à présenter, par voie de note aux états financiers, de l'information relative aux apparentés et aux opérations conclues avec ceux-ci.

Aux fins de cette norme, doivent être divulguées aux états financiers de l'organisme municipal les opérations conclues avec des apparentés. Pour un organisme municipal, les apparentés comprennent les personnes et entités suivantes :

* principaux dirigeants de l’organisme municipal (administrateurs, membres du conseil de direction ou de la haute direction);
* proches parents du dirigeant;
* les entités soumises au contrôle exclusif ou partagé du dirigeant;
* les entités soumises au contrôle exclusif ou partagé des proches parents;
* les entités au sein desquelles le dirigeant ou ses proches parents agissent à titre de dirigeants (ex. : directeur général de l’entreprise).

Les définitions de « proches parents » sont précisées dans le questionnaire.

## Nature des opérations à divulguer

La nature des opérations à divulguer sont les suivantes (liste non exhaustive) :

* achat ou vente de terrain;
* achat ou vente d’équipement;
* achat ou vente de toute autre immobilisation;
* octroi ou réception d’une subvention;
* octroi ou réception d’un prêt ou emprunt;
* contrat ou entente de service;
* location d’immeuble ou d’équipement;
* achat ou vente de biens et services.

Les régimes de rémunération, les indemnités pour frais, les remboursements de dépenses et les autres paiements semblables couramment consentis aux dirigeants **ne doivent pas être considérés.**

Autres directives : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Section 1 : Identification

Nom du dirigeant :

Fonction occupée :

Période de déclaration :

* Période 1 : du 1er janvier 20\_\_\_ au 31 décembre 20\_\_\_
* Période 2 : du 1er janvier 20\_\_\_ au 31 décembre 20\_\_\_
* Période 3 : du 1er janvier 20\_\_\_ au 31 décembre 20\_\_\_
* Période 4 : du 1er janvier 20\_\_\_ au 31 décembre 20\_\_\_

## Section 2 : Dirigeant

1. Êtes-vous membre d’un conseil d’administration d’un organisme (excepté la municipalité, régie et MRC)?

Oui Non

1. Agissez-vous à titre de dirigeant pour une autre entité (directeur général, directeur des finances, etc.)?

Oui Non

1. Êtes-vous actionnaire ou détenez-vous des intérêts[[1]](#footnote-1) personnels dans une entreprise?

Oui Non

1. Dans l’affirmative aux questions 1 à 3, veuillez compléter le tableau ci-dessous

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Nom de l’organisme ou de l’entreprise | Fonction occupée | Période de déclaration (ex. : 2019) | Ne s’applique plus (Période de cessation) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Pour les questions 1 à 3, est-ce que la situation ,a changé durant les périodes suivantes :

* Période 2 : Oui Non
  + Période 3 : Oui Non
  + Période 4 : Oui Non

1. Dans l’affirmative, veuillez remplir le tableau ci-dessus (point 4) en l’indiquant à la période applicable.

## Section 3 : Proches parents

1. Aviez-vous un conjoint durant la période de référence?

* Période 1 : Oui Non
* Période 2 : Oui Non
  + Période 3 : Oui Non
  + Période 4 : Oui Non

1. Est-ce que vous ou votre conjoint aviez un enfant ou une personne à charge durant la période de référence?

* Période 1 : Oui Non
* Période 2 : Oui Non
  + Période 3 : Oui Non
  + Période 4 : Oui Non

1. Si vous avez répondu « Oui » à la question 1 et/ou 2, veuillez compléter le tableau ci-dessous.

Identification de votre conjoint, des personnes à votre charge ou à la charge de votre conjoint

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Nom | Lien (conjoint, enfant à charge, enfant à charge du conjoint) | Période de déclaration (ex. : 2019) | Ne s’applique plus (Période de cessation) |
| 1 |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |

**Conjoint**

Sont des « conjoints » les personnes liées par un mariage, une union civile ou les conjoints de fait.

Sont des « conjoints de fait » deux personnes qui font vie commune depuis au moins un an ou dès qu’elles deviennent parents d’un même enfant.

**Enfant à charge**

Les enfants à charges comprennent ceux à la charge du dirigeant ainsi que ceux à la charge du conjoint. Un enfant est dit « à la charge » de son père ou de sa mère lorsqu’il est dépendant de l’un d’eux pour sa subsistance. Il peut s’agir d’un :

* enfant mineur;
* enfant majeur qui fréquente à temps plein un établissement d’enseignement et qui n’est ni le conjoint d’une personne, ni marié ou uni civilement, ni le père ou la mère d’un enfant à charge.

## Section 3 : Proches parents (suite)

1. Pour chacun des proches identifiés précédemment, veuillez répondre aux questions suivantes :
2. Le proche parent est-il membre d’un conseil d’administration d’un organisme?
3. Agit-il à titre de dirigeant pour une autre entité (directeur général, directeur des finances, etc.)?
4. Est-il actionnaire ou détient-il des intérêts dans une entreprise?

Dans le cas d’une réponse affirmative à l’une de ces trois questions, veuillez remplir le tableau suivant selon les informations du proche parent en question.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Proche  parent no (1 à 4) | Nom de l’organisme ou de l’entreprise | Fonction occupée | Période de déclaration (ex. : 2019) | Ne s’applique plus (Période de cessation) |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. Pour les questions a) à c), est-ce que la situation a changé durant les périodes suivantes :

* Période 2 : Oui Non
  + Période 3 : Oui Non
  + Période 4 : Oui Non

1. Dans l’affirmative, veuillez remplir le tableau ci-dessus (point 4) en l’indiquant à la période applicable.

## Section 4 : Recensement des opérations avec le dirigeant et ses proches parents

Des opérations ont-elles été effectuées entre l’organisme municipal et le dirigeant, son conjoint ou un enfant à charge, c’est-à-dire **des opérations non monétaires ou des opérations monétaires conclues à une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n’étaient pas apparentées et qui peuvent avoir une incidence financière importante sur les états financiers, y compris subventions, bénévolat, dons, échanges et toute autre transaction définie à la page 1**, à l’exception de la rémunération salariale, des remboursements de dépenses et autres paiements semblables?

Oui Non

Dans l’affirmative, veuillez remplir le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identification de l’apparenté (dirigeant, conjoint, enfant à charge) | Informations concernant l’opération (nature, modalités, base d’évaluation, etc.) | Montant estimatif (si connu) | Période de déclaration (année) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

## Section 5 : Recensement des opérations avec les entités identifiées aux sections 2 ou 3

Des opérations ont-elles été effectuées entre l’organisme municipal et une entité recensée aux sections 2 ou 3?

Oui Non

Dans l’affirmative, veuillez remplir le tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Identification de l’entité recensée aux sections 2 ou 3 | Informations concernant l’opération (nature, modalités, base d’évaluation, etc.) | Montant estimatif (si connu) | Période de déclaration (année) |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

## Section 6 : Attestation

À ma connaissance, j’atteste que les renseignements divulgués dans cette déclaration sont exacts et complets.

Signature du dirigeant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature du dirigeant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature du dirigeant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature du dirigeant : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. L’expression « intérêts personnels » signifie qu’une personne exerce une influence sensible sur une entreprise ou dispose d’au moins 20 % de ses actions. [↑](#footnote-ref-1)